

Vol. 5, N°19, pp. 445– 460, Septembre 2026
Copy©right 2024 / licensed under [CC BY 4.0](#)
Author(s) retain the copyright of this article
ISSN : 1987-1465
DOI : <https://www.doi.org/10.62197/CWEN3422>
Indexation : Copernicus, CrossRef, Mir@bel, Sudoc,
ASCI, Zenodo
Email : RevueKurukanFuga2021@gmail.com
Site : <https://revue-kurukanfuga.net>

*La Revue Africaine des
Lettres, des Sciences
Humaines et Sociales*
KURUKAN FUGA

LA RENTE MIGRATOIRE ET SES EFFETS SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE DU CERCLE DE KAYES (MALI) DE 1960 A 2014

Moussa DOUMBIA Doctorant en Histoire à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

Email : moussadoumbia886@gmail.com

Résumé : La migration constitue depuis longtemps une stratégie d'adaptation et de recherche de meilleures conditions de vie pour les populations. Au Mali, le cercle de Kayes, situé dans la partie occidentale du pays, figure parmi les principales zones de migration internationale. Depuis plusieurs décennies, les transferts financiers effectués par les migrants vers leurs familles et leurs communautés d'origine représentent une importante source de revenus, communément appelée rente migratoire. Cet article analyse les effets de cette rente sur le développement socioéconomique du cercle de Kayes de 1960 à 2014. Il vise à montrer dans quelle mesure les ressources issues de la migration contribuent au développement local tout en mettant en évidence leurs impacts sociaux et économiques. Pour atteindre cet objectif, l'étude s'appuie sur une recherche documentaire et des enquêtes de terrain. Les résultats montrent que la rente migratoire contribue à l'amélioration des conditions de vie, au financement des activités économiques et à la réalisation d'infrastructures locales. Cependant, elle présente également des effets négatifs, notamment l'entretien de la dépendance migratoire, l'incitation des jeunes à entreprendre des migrations risquées et certaines transformations des valeurs sociales. Ainsi, la rente migratoire apparaît comme un facteur ambivalent du développement socioéconomique du cercle de Kayes, à la fois opportunité économique mais aussi génératrice de défis sociaux nouveaux.

Mots clés : Cercle de Kayes, développement socioéconomique, migration internationale, rente migratoire, transfert de fonds.

Abstract: Migration has long served as an adaptation strategy and a pursuit of better living conditions for populations. In Mali, the Cercle of Kayes, located in the western part of the country, is among the primary areas of international migration. For several decades, financial remittances sent by migrants to their families and communities of origin have represented a significant source of income, commonly referred to as migration rent. This article analyzes the effects of this rent on the socioeconomic development of the Cercle of Kayes from 1960 to 2014. It aims to demonstrate the extent to which resources derived from migration contribute to local development while highlighting their social and economic impacts. To achieve this objective, the study relies on documentary research and field surveys. The results show that migration rent contributes to improving living conditions, financing economic activities, and developing local infrastructure. However, it also presents negative effects, notably the maintenance of migration dependency, the incentive for young people to undertake risky migrations, and certain transformations in social values. Thus, migration rent appears to be an ambivalent factor in the socioeconomic development of the Cercle of Kayes, serving simultaneously as an economic opportunity and a source of new social challenges.

Keywords : Cercle of Kayes, socioeconomic development, international migration, migration rent, financial remittances.

Introduction

La migration internationale constitue un phénomène majeur dans les dynamiques sociales et économiques de nombreux territoires africains. Au Mali, particulièrement dans le cercle de Kayes, la migration occupe une place singulière en raison de son ancienneté, de son ampleur et de son rôle dans les transformations socioéconomiques locales. Les populations soninko de ce cercle entretiennent des pratiques migratoires depuis les périodes précoloniales, notamment à travers les échanges entre les anciens espaces politiques et commerciaux ouest-africains (MANCHUELLE, 2004, p.84). Toutefois, à partir de l'indépendance du Mali en 1960, et plus particulièrement après les grandes sécheresses des années 1970 la migration internationale connaît une intensification remarquable et devient progressivement une stratégie essentielle de subsistance et d'amélioration des conditions de vie.

Dans le cercle de Kayes, la migration constitue à la fois une stratégie économique, un phénomène social et culturel, notamment chez les *Soninko*, où elle permet aux jeunes hommes d'acquérir une autonomie financière et de renforcer leur statut social. Les revenus issus de la migration ont longtemps contribué au soutien des familles et au financement de certaines obligations sociales. Depuis lors, la rente migratoire issue des transferts des migrants joue un rôle majeur dans l'économie locale à travers le soutien aux ménages, les investissements collectifs et le développement des infrastructures.

La rente migratoire a profondément contribué aux transformations socioéconomiques du cercle de Kayes, en faisant des migrants des acteurs majeurs du développement local à travers le financement d'infrastructures sociales et d'initiatives communautaires. Sadio SOUNKOUNA, Hawa COULIBALY (2015, p.120), « considère ces actions comme des formes précurseurs de développement local et de participation communautaire avant les politiques de décentralisation au Mali. » Toutefois, la dépendance aux revenus migratoires crée des vulnérabilités économiques en cas de diminution des flux ou de difficultés dans les pays d'accueil. De plus, la migration entraîne des changements sociaux et culturels qui transforment les relations familiales, les aspirations des jeunes et l'organisation des communautés.

Moussa

L'étude de la rente migratoire dans le cercle de Kayes entre 1960 et 2014 permet d'analyser la relation entre migration et développement en évaluant la contribution des ressources migratoires à l'amélioration des conditions socioéconomiques locales, tout en mettant en évidence les limites et les effets liés à la dépendance aux ressources extérieures. Ainsi, la question centrale de cette recherche est la suivante :

Dans quelle mesure la rente migratoire a-t-elle contribué au développement socioéconomique du cercle de Kayes entre 1960 et 2014, et quelles sont les limites de ce modèle de développement fondé sur les ressources migratoires ? Il s'agit de montrer à travers cette étude la contribution de la rente migratoire dans le développement du cercle de Kayes ainsi que ses conséquences néfastes.

Dans un premier temps, nous abordons la contribution des migrants au développement local. Ensuite, nous analysons les effets de la rente migratoire dans le cercle de Kayes. Enfin, nous présentons les stratégies locales alternatives à la migration internationale.

1. La contribution des migrants au développement local

Les immigrés maliens de France originaires de Kayes envoient régulièrement de l'argent à leurs familles. Ces transferts financiers constituent une ressource importante pour l'économie nationale. Ils représentent également une source essentielle de revenus pour de nombreux ménages. Dans le cercle de Kayes, les migrants ont joué un rôle important dans le financement d'initiatives individuelles et collectives visant à améliorer les conditions de vie locales.

1.1. Une immigration orientée vers le bien-être familial et le développement villageois

Les populations du cercle de Kayes vivaient traditionnellement d'une agriculture relativement productive jusqu'à la grande sécheresse de 1973-1974, qui a profondément bouleversé les systèmes de production locaux. La survie du village n'était pas essentiellement liée à la migration. Durant cette période, les transferts financiers des migrants étaient principalement destinés au paiement de la dot, des impôts ainsi qu'à l'acquisition d'équipements agricoles et de biens durables tels que les tôles de couverture, les bicyclettes ou les motocyclettes. TIMERA (1996, p.58)

La sécheresse de 1973-1974 constitue un tournant majeur dans la dynamique migratoire du cercle. À partir de cette période, la migration s'est progressivement imposée comme une stratégie essentielle de survie économique des ménages. Si la mobilité constitue une pratique ancienne dans le cercle de Kayes, la dépendance économique des familles à l'égard des revenus migratoires est, en revanche, un phénomène relativement récent (TIMERA, 1996, p. 58).

Cette évolution a contribué à une diminution progressive des activités agricoles dans plusieurs localités. Dans certains ménages, les perspectives offertes par la migration conduisent même à privilégier le départ des jeunes vers l'étranger au détriment de la poursuite de leurs études.

Les migrants assurent une part importante des dépenses familiales, notamment l'alimentation, les frais de santé, les dépenses scolaires des frères et sœurs, les impôts ainsi que les dépenses liées aux cérémonies matrimoniales.

Les transferts des migrants ont également contribué à modifier les habitudes alimentaires dans les villages du cercle de Kayes. Les enquêtes de terrain montrent que la consommation traditionnelle de bouillie au petit-déjeuner est devenue rare. Les habitants consomment désormais principalement du café au lait, du thé ou une infusion de quinquéliba, accompagnés de pain ou de couscous réchauffé. Le déjeuner est généralement composé de riz accompagné d'une sauce ou de « *tièbe* », tandis que le dîner est constitué de couscous traditionnel accompagné de lait. Ces nouvelles pratiques alimentaires sont favorisées par les envois réguliers de denrées alimentaires, notamment de lait en poudre, depuis la France. Cette situation a notamment été observée au sein de la famille Camara, dont le chef est également le chef du village de Nahaly.

Les transferts migratoires ont également influencé les modes de consommation et les pratiques vestimentaires. Les différences autrefois marquées entre les populations rurales et urbaines tendent aujourd'hui à s'estomper. Les jeunes adoptent des styles vestimentaires proches de ceux observés en milieu urbain, tandis que les personnes âgées conservent davantage les tenues traditionnelles.

Les investissements des migrants ont aussi contribué au développement des télécommunications. Avant la généralisation de la téléphonie mobile, plusieurs villages disposaient déjà de lignes téléphoniques fixes et d'antennes paraboliques, facilitant l'accès à

l'information nationale et internationale. Ces équipements ont favorisé une ouverture progressive des populations rurales sur le reste du monde.

Dans l'ensemble, les investissements réalisés par les migrants, tant au niveau familial qu'au niveau collectif, ont largement contribué à faire du cercle de Kayes l'un des espaces ruraux les mieux équipés du Mali. Cette dynamique a par ailleurs favorisé l'emploi de travailleurs saisonniers originaires d'autres régions, notamment des Bamanan, des Peul et des Maures, dans les activités agricoles et pastorales. Si les investissements à caractère privé relèvent principalement des familles, les réalisations collectives sont essentiellement portées par les associations villageoises de migrants, dont le rôle dans le développement local apparaît déterminant.

1.2. Les associations de migrants originaires du cercle de Kayes en France : des acteurs du développement local

Selon Daum (1998, p.18), les plus anciennes associations de migrants maliens originaires du cercle de Kayes en France sont apparues en 1973. Cette datation peut toutefois paraître tardive au regard de l'ancienneté de la migration malienne vers la France. En effet, les *Soninko*, qui constituent le principal groupe de migrants originaires de Kayes installé en France, sont traditionnellement organisés autour d'une forte solidarité communautaire. Dès leur installation dans les foyers de travailleurs migrants, ils ont développé des formes d'organisation collective fondées sur les liens de parenté, de village d'origine et d'entraide mutuelle.¹

À travers leurs investissements, les associations de migrants ont joué un rôle déterminant dans le développement des villages du cercle de Kayes, en compensant, dans plusieurs domaines, les insuffisances de l'intervention publique. Grâce aux cotisations mensuelles de leurs membres, elles ont financé de nombreux équipements collectifs. La plupart des villages soninko du cercle de Kayes disposent aujourd'hui des deux cycles de l'enseignement fondamental ainsi que de Centres de Santé Communautaires (CSCOM), dont certains sont équipés d'ambulances destinées à l'évacuation des malades vers l'hôpital régional de Kayes.

Afin d'améliorer l'accès à l'eau potable, ces associations ont financé la réalisation de puits à grand diamètre et de systèmes d'adduction d'eau. Parmi les infrastructures les plus marquantes du cercle de Kayes figurent celles réalisées par : Hindam Diombougou (Koniakary), Djama

¹ Entretien réalisé avec Mady NIAGATE, Migrant de retour, le 3 mars 2025 à Somankidi Coura (Kayes).

Djikki (Maréna Diombougou), l'Organisation Régionale pour le Développement Intégré de la Kolimbiné (ORDIK), Guidimakan Jikke (Guidimakan).

Par ailleurs, ces structures ont contribué à la construction de petits barrages hydrauliques destinés au développement du maraîchage, de la pêche et de l'élevage.

L'amélioration de l'accès à l'eau constitue l'une des transformations les plus significatives. Entre les années 1960 et 1990, l'approvisionnement en eau représentait une contrainte majeure pour les populations, en particulier pour les femmes, qui consacraient plusieurs heures par jour à la corvée d'eau. Comme le souligne Ibrahima TRAORE, l'ancien Coordinateur de l'Organisation pour le Développement Intégré de la Kolimbiné (ORDIK), certaines localités ont failli être abandonnées en raison de la pénurie d'eau :

Le village de Tafacirga doit sa pérennité aux puits de grand diamètre réalisés par l'ORDIK. Avant leur réalisation, la population était confrontée à une grave pénurie d'eau, au point d'envisager l'abandon du village et son déplacement vers une localité mieux pourvue en ressources hydriques. La mise en place de ces ouvrages a permis d'assurer un approvisionnement durable en eau et de maintenir les populations sur leur territoire.²

Grâce aux investissements réalisés par les associations de migrants, cette situation s'est considérablement améliorée, même si des épisodes de tarissement saisonnier continuent d'affecter certains puits.

Dans le souci de renforcer la sécurité alimentaire des populations, les associations ont créé des banques de céréales dans plusieurs villages. Ces infrastructures permettent de faire face aux déficits céréaliers récurrents, accentués par les effets des sécheresses de 1973-1974 et 1983-1984 mais aussi par le recul progressif des activités agricoles au profit de la migration internationale.

Ces associations se sont également montrées très actives dans le cadre de la coopération décentralisée en faveur du développement de leur municipalité. Grâce à une forte présence de la diaspora kayesienne en Europe et sur d'autres continents, les acteurs locaux ont établi des partenariats et des jumelages stratégiques avec des villes étrangères. Ces initiatives ont généré des ressources financières substantielles pour la commune, constituant ainsi une source majeure de revenus. Comme le soulignent GONIN et al. (2011, p. 273) : « *Cette action financée par la coopération décentralisée française permet désormais de dégager des bénéfices pour*

² Entretien avec Ibrahima TRAORE, Coordinateur de l'Organisation Régionale pour le Développement Intégré de la Kolimbiné (ORDIK) le 1^{er} mars 2025, à Kabaté.

ces différents centres, de l'ordre de 8 millions de Francs CFA, et évite aux migrants de devoir participer régulièrement à leur fonctionnement. »

Les transferts de fonds des immigrés ont contribué à l'amélioration des conditions de vie de leurs ménages d'origine. Néanmoins, bien que cet apport touche divers domaines, il engendre également des retombées socio-économiques défavorables à l'échelle du cercle de Kayes.

2. Les effets de la rente migratoire dans le cercle de Kayes

La rente migratoire a profondément transformé le paysage socioéconomique du cercle de Kayes à travers l'amélioration de l'habitat, les infrastructures et les modes de consommation. Elle constitue une ressource importante pour les familles et les communautés, tout en modifiant les dynamiques économiques et sociales locales. Toutefois, cette prospérité visible s'accompagne de dépendances économiques et de fragilités sociales qui révèlent le caractère ambivalent de la migration.

2.1. Les transformations du tissu social sous l'effet de la migration

La migration internationale s'est fortement développée dans le cercle de Kayes, au Mali. Ce phénomène s'accompagne d'une transformation progressive des normes sociales et des valeurs locales. Les comportements individuels et collectifs s'en trouvent modifiés. En particulier, le respect traditionnellement accordé aux aînés s'affaiblit, tout comme le rôle des critères moraux et sociaux dans les relations familiales.

Ainsi, dans le domaine matrimonial, les critères de sélection du conjoint ont évolué. Autrefois, le choix reposait principalement sur l'origine familiale, l'éducation, la réputation morale et le comportement social de l'individu. Aujourd'hui, dans plusieurs localités du cercle de Kayes, la situation économique et le statut migratoire occupent une place prépondérante dans les stratégies matrimoniales (TOUNKARA, 2019, p.73). La rente issue de la migration transforme les rapports sociaux en accentuant le poids des critères financiers lors du mariage, ce qui se traduit notamment par une hausse significative du montant de la dot TOUNKARA, (2019, p. 73).

Plusieurs personnes rencontrées dans le cadre de nos enquêtes ainsi que certaines études rapportent que certains migrants vivant en France, après un retour forcé au Mali à la suite d'un refoulement, ont vu leur projet matrimonial remis en question. Dans certains cas, lorsque la

jeune femme souhaite maintenir son engagement avec un migrant de retour au pays, elle peut être confrontée au refus de sa famille (TOUNKARA, 2015, p.70).

Cette évolution produit également des conséquences importantes sur la situation des femmes restées au village. L'absence prolongée des époux migrants constitue une difficulté majeure dans les relations conjugales. Certains hommes peuvent rester plusieurs années à l'étranger avant de revenir auprès de leur famille (DATT, 1997, p.32). Au cours de nos enquêtes réalisées à Nahaly, dans le cadre du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) en 2009, nous avons observé le cas d'une femme dont le mari vit en Europe depuis 1994. Malgré cette longue séparation, elle est restée dans l'attente de son retour et n'a pas eu d'enfant d'une autre relation.

L'absence prolongée des conjoints constitue un facteur de reconfigurations sociologiques majeures au sein des foyers. Ce phénomène contribue à une altération des modèles conjugaux traditionnels et favorise l'émergence de nouvelles pratiques relationnelles ou intimes, autrefois marginalisées. Par ailleurs, la diffusion de l'« esprit de départ » s'accompagne d'une mutation des codes de séduction et des normes de civilité sexuelle. Comme le soulignait une informatrice lors d'un entretien sur le terrain : « *autrefois, on entendait des viols mais maintenant ce sont les filles qui partent chercher les garçons* ». ³

L'absence prolongée des conjoints migrants soulève ainsi d'importantes questions sociologiques relatives aux relations conjugales, aux besoins affectifs et aux recompositions familiales dans les sociétés d'émigration.

2.2. Les effets de la dépendance aux transferts migratoires sur les dynamiques locales

Les transferts financiers envoyés par les migrants ont profondément transformé les économies familiales dans le cercle de Kayes. Ils ont permis d'améliorer les conditions de vie des ménages en facilitant l'accès aux biens essentiels, le financement des dépenses sociales et la réalisation de certains projets familiaux. Toutefois, ces ressources ont également contribué, dans plusieurs localités, à renforcer une dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur et à affaiblir certaines initiatives de productions locales. Pour une partie des populations, la réussite

³ Entretien réalisé avec Maman DOUCOURE, ancienne Présidente des femmes de Tambacara, juillet 2022.

économique apparaît désormais davantage liée à la migration internationale qu'aux possibilités offertes par les activités locales.

Cette évolution est particulièrement visible dans le secteur agricole, qui constituait autrefois la principale activité économique des communautés rurales. Dans les zones fortement marquées par l'émigration, le départ des jeunes actifs entraîne une diminution de la main-d'œuvre agricole disponible. Les superficies cultivées diminuent, l'entretien des champs devient moins régulier et les rendements connaissent une baisse. Ainsi, la migration, qui aurait pu favoriser la modernisation agricole grâce aux investissements des migrants, contribue parfois à fragiliser la production locale. Dans les zones de départ, certains jeunes refusent de s'engager sur le marché du travail, privilégiant l'attente de transferts de fonds émanant de leurs proches émigrés. Cette situation engendre une pression croissante sur ces derniers, qui tendent à se percevoir comme les "sacrifiés" de leur cellule familiale.⁴

Les observations de terrain montrent également que les transferts migratoires n'améliorent pas systématiquement les capacités productives des ménages bénéficiaires. Certaines familles ne recevant pas d'aide extérieure peuvent obtenir de meilleurs résultats agricoles que celles soutenues par des migrants SOUGANE, (2015, p.9). Cette situation interroge le rôle réel des transferts : s'ils permettent de satisfaire les besoins essentiels des ménages, ils ne conduisent pas toujours à des investissements productifs capables de renforcer l'autonomie économique locale.

Au niveau social, cette dépendance aux revenus migratoires concerne particulièrement certains jeunes. Des migrants dénoncent le fait que certains de leurs proches restés au village comptent principalement sur leurs envois financiers et développent moins d'initiatives personnelles. L'expression « *hommes embouchés* », ⁵ utilisée par Mady NIAGATE, traduit cette perception de personnes vivant essentiellement grâce aux ressources fournies par d'autres. Cette situation crée parfois une frustration chez les migrants, qui estiment supporter une charge familiale importante en répondant aux nombreuses sollicitations liées aux dépenses quotidiennes, aux cérémonies sociales ou aux besoins sanitaires (TIMERA, 1996, p. 77).

Par ailleurs, les activités génératrices de revenus restent encore peu développées dans plusieurs villages à forte migration. Les métiers artisanaux et les activités de services

⁴ Entretien réalisé avec Mamoutou K TOUNKARA, Enseignant-chercheur, le 14 juin 2024 à Bamako.

⁵ Entretien réalisé avec Mady NIAGATE, Immigrant de retour, le 3 mars 2025 à Somankidi Courra (Kayes).

demeurent limités, tandis que les initiatives économiques locales peuvent rencontrer des résistances sociales. Le cas de la Coopérative Agricole Multifonctionnelle de Somankidi Coura illustre ces difficultés : certains migrants de retour ayant lancé des projets productifs ont été confrontés à des critiques et à des oppositions, leurs réussites étant parfois perçues comme une menace pour l'attractivité de la migration internationale auprès des jeunes.⁶

En somme, les transferts d'argent des immigrants et les efforts consentis par leurs associations avec l'appui des partenaires ont propulsé les villages du cercle à un niveau de développement dépassant de loin de nombreux villages du pays. Ils ont permis au cercle de Kayes d'échapper à l'attentisme du gouvernement. C'est pourquoi Ladji NIAGANE parlant des immigrants disait en ces termes « *N'eût été l'immigration, Kayes aurait connu la rébellion comme au nord.* »⁷ Cependant, il faut reconnaître jusqu'à une date récente ces transferts d'argent n'étaient pas investis dans les secteurs productifs pour promouvoir un développement local durable.

3. Les stratégies locales alternatives à la migration internationale

La migration dans le cercle de Kayes constitue un phénomène ancien, particulièrement ancré chez certaines communautés comme les Soninko. Toutefois, face à la perception persistante selon laquelle la réussite économique passe nécessairement par le départ à l'étranger, la recherche d'alternatives locales devient un enjeu majeur. Ces stratégies reposent sur la promotion d'un développement endogène fondé sur la valorisation des ressources locales, des initiatives économiques et des capacités des communautés.

3.1. La recomposition des représentations sociales autour de la migration

Dans le cercle de Kayes, il apparaît difficile d'envisager un abandon total de la migration, tant celle-ci est profondément intégrée aux pratiques sociales et aux stratégies économiques des populations. La migration occupe une place importante dans les échanges quotidiens à travers les récits des expériences vécues par les personnes parties à l'étranger. Historiquement, la mobilité était considérée comme un signe d'ouverture, d'expérience et de maturité sociale.

⁶ Entretien réalisé avec Siré SOUMARE, Immigrant de retour/Ancien Président de la Chambre d'agriculture de Kayes, le 2 mars 2025 à Somankidi Coura (Kayes).

⁷ Entretien réalisé avec Ladji NIANGANE, immigrant de retour, le 4 mars 2025 à Somankidi Coura (Kayes).

Cependant, les transformations économiques et sociales contemporaines imposent une nouvelle réflexion sur la place de la migration dans les stratégies de développement local.

Dans les communautés fortement marquées par la migration, notamment soninké, la migration tend parfois à être considérée comme un élément constitutif de l'identité collective. Cette perception est illustrée par l'idée selon laquelle « *La migration est une tradition chez les Soninko* »⁸ Si la mobilité constitue un droit reconnu aux individus, elle ne doit cependant pas être considérée comme l'unique voie d'amélioration des conditions de vie. Dans le cercle de Kayes, la migration reste principalement motivée par la recherche de ressources économiques, mais les difficultés rencontrées dans les pays d'accueil montrent les limites d'une stratégie reposant exclusivement sur le départ vers l'étranger.

Bien que les transferts migratoires contribuent largement au soutien des familles et au financement de certains projets locaux, ils ne peuvent à eux seuls assurer le développement durable des territoires d'origine. Plusieurs analyses soulignent ainsi les limites d'une vision qui ferait des migrants les principaux acteurs du développement local. Les projets réalisés par les migrants témoignent certes d'un engagement social et d'une forme de participation citoyenne, mais ils ne peuvent remplacer la mise en place de dynamiques économiques locales fondées sur les ressources et les capacités des communautés. TIMERA, (1996, p.73)

Cette prise de conscience commence également à apparaître chez certains migrants eux-mêmes, qui reconnaissent progressivement que la migration internationale ne constitue pas toujours une solution durable aux difficultés économiques (KANOUTE, 2014, p.27). Toutefois, ces discours restent encore minoritaires dans les sociétés où le départ à l'étranger demeure associé à la réussite sociale. Il devient donc nécessaire de favoriser une évolution des représentations collectives en valorisant davantage les possibilités offertes par le développement local.

Dans cette perspective, les médias peuvent jouer un rôle important dans la transformation des perceptions liées à la migration. Des actions d'information et de sensibilisation associant chercheurs, spécialistes du développement, acteurs sociaux et responsables institutionnels pourraient contribuer à mieux faire connaître les réalités migratoires contemporaines. L'objectif serait de montrer que la migration internationale, bien qu'elle puisse apporter des

⁸ Entretien avec Abdoulaye MAGASSI, Ingénieur à la retraite, le 15 août 2024 à Bamako.
Moussa

ressources financières, ne constitue pas une condition suffisante pour assurer le développement économique et social des territoires d'origine.

Par ailleurs, la dimension religieuse occupe une place importante dans les représentations liées à la migration. Certains témoignages montrent que les conditions de vie et de travail dans les pays d'accueil peuvent être perçues comme difficiles à concilier avec certaines pratiques religieuses.⁹ Dans ce contexte, les responsables religieux, qui disposent d'une forte influence sociale dans le cercle de Kayes, peuvent participer aux actions de sensibilisation en encourageant les jeunes et les familles à privilégier des alternatives économiques locales et à éviter les formes de migration à haut risque.

Ainsi, la recomposition des représentations sociales autour de la migration ne signifie pas un rejet de la mobilité, mais plutôt une réévaluation de sa place dans les stratégies de développement. L'enjeu consiste à passer progressivement d'une culture fondée principalement sur le départ vers l'étranger à une approche valorisant également les initiatives locales, l'autonomie économique et la mobilisation des ressources internes.

3.2. La sécurisation foncière et la relance agricole comme leviers de développement local

L'accès à la terre constitue aujourd'hui une problématique majeure dans le cercle de Kayes. Les jeunes qui souhaitent s'investir dans les activités agricoles, notamment l'agriculture, la pisciculture, l'apiculture, l'arboriculture, le maraîchage ou encore l'élevage, rencontrent d'importantes difficultés pour accéder aux terres exploitables. Dans la majorité des cas, la contrainte ne réside pas dans l'absence d'espaces disponibles, mais plutôt dans les formes d'appropriation et de concentration foncière par certains propriétaires, motivés en partie par des considérations économiques et marchandes.¹⁰

L'acquisition ou la sécurisation d'une parcelle agricole représente un facteur essentiel de stabilité pour les producteurs. C'est pourquoi la rationalisation de l'exploitation foncière et l'occupation effective des terres disponibles devraient être une priorité pour les autorités politiques et administratives. Par ailleurs, la maîtrise de l'eau apparaît comme une condition indispensable au développement agricole du cercle de Kayes et devrait occuper une place

⁹ Entretien avec Amadou COULIBALY, Maire de la commune rurale de Ségala, , le 21 février 2025, à Ségala.

¹⁰ Entretien avec Waly CAMARA, Président des jeunes de la commune Maréna Diombougou, le 25 février 2025, à Maréna Diombougou

centrale dans les futurs programmes de développement, notamment dans le cadre des Plans de Développement Social, Économique et Culturel (PDSEC).¹¹

Au cours de nos enquêtes, l'ensemble des interlocuteurs rencontrés ont exprimé de fortes attentes vis-à-vis des programmes de développement agricole, considérés comme un moyen potentiel de réduire significativement les départs migratoires, notamment les migrations irrégulières. Comme le souligne ce témoignage recueilli sur le terrain : « *Il n'y a qu'une seule alternative à ces départs, c'est le développement de l'agriculture.* »¹² Les mobilisations actuelles des populations villageoises et des migrants en faveur du développement agricole témoignent de cette évolution des perceptions.

La sécurisation de l'accès au foncier permettrait ainsi de réduire la vulnérabilité des populations ne disposant pas de terres face aux détenteurs de ressources foncières importantes. Afin de répondre aux tensions liées à l'accès à la terre, les autorités pourraient privilégier une politique d'aménagement du territoire fondée sur le développement des infrastructures hydrauliques et des systèmes d'irrigation.

Dans cette perspective, la présence de barrages, l'aménagement de périmètres irrigués ainsi que l'expertise développée par l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) constituent des atouts importants pour la relance des activités agricoles dans le cercle de Kayes.

Par ailleurs, les élus communaux, en collaboration avec les services administratifs et techniques chargés de l'agriculture, du foncier et du cadastre, devraient procéder à l'identification des superficies cultivables susceptibles d'être aménagées et valorisées. L'exploitation rationnelle de ces espaces contribuerait à la création de revenus durables, à l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi qu'à la réduction du chômage et de la migration irrégulière.

Dans cette même perspective, visant à prévenir les difficultés liées à l'accès au foncier, il apparaît nécessaire de procéder au recensement, à la sécurisation et à la réhabilitation des

¹¹ Entretien réalisé avec Mohamed Lamine BANE, secrétaires aux affaires sociales du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME), le 12 mai 2025, à Bamako

¹² Entretien avec Mohamed Lamine BANE, secrétaire aux affaires sociales du HCME, le 12 mai 2025, à Bamako

terres agricoles situées dans les zones sahéliennes du cercle, conformément aux orientations de la Loi d'Orientation Agricole.¹³

Dans le cadre de la lutte contre la désertification et de la restauration des terres agricoles dégradées, l'État, en collaboration avec les collectivités territoriales concernées, élabore et met en œuvre des programmes de réhabilitation des zones vulnérables. Ces programmes reposent notamment sur des investissements visant l'amélioration du cadre de vie, la gestion durable des ressources naturelles ainsi que le développement et la promotion des productions agricoles adaptées à ces territoires.

Toutefois, la possession de terres agricoles ne constitue pas, à elle seule, une condition suffisante pour assurer la réussite des activités productives. Il est également nécessaire de mobiliser des moyens importants pour renforcer les capacités de production agricole et créer des conditions favorables au maintien des jeunes dans leurs territoires d'origine.

Dans cette dynamique, l'utilisation optimale du matériel agricole et l'accès des producteurs aux intrants adaptés (engrais, semences améliorées, produits phytosanitaires, etc.) contribueraient à améliorer la productivité agricole du cercle de Kayes. Il apparaît également indispensable d'accompagner les producteurs par des programmes de formation et de vulgarisation des nouvelles techniques agricoles.

Enfin, les autorités publiques pourraient mettre en place des mécanismes de financement adaptés, notamment à travers le développement d'institutions de crédit agricole permettant aux producteurs d'acquérir les équipements nécessaires à la modernisation de leurs exploitations. Ainsi, le développement agricole constitue l'un des leviers essentiels pour favoriser le maintien des jeunes dans leur milieu d'origine et réduire progressivement la dépendance à la migration comme principale stratégie économique.

Conclusion

En définitive, la rente migratoire dans le cercle de Kayes présente un caractère ambivalent. Elle constitue une source essentielle de revenus et un facteur de progrès social, mais elle peut également renforcer certaines dépendances économiques, réduire les initiatives locales et

¹³République du Mali. *Loi O6-045/ du 5septembre 2006 portant Loi d'Orientation Agricole. Adoptée Assemblée a délibéré et adopté en séance du 6 août 2006.* Journal officiel du Mali, du 5 septembre 2006, p.12.

fragiliser les activités agricoles. Si la migration a longtemps constitué une source essentielle de revenus pour les ménages et un facteur important d'amélioration des conditions de vie, les crises actuelles dans plusieurs pays d'accueil en réduisent progressivement les avantages.

Dans ce contexte, l'État, les collectivités territoriales et les partenaires au développement doivent intensifier leur accompagnement des communautés rurales afin de promouvoir des alternatives économiques locales, notamment à travers le développement agricole, la sécurisation foncière et le soutien aux initiatives productives. Ces actions sont indispensables pour renforcer l'autonomie des populations et restaurer une dynamique durable d'autosuffisance alimentaire.

Sources et références bibliographies

Informateurs

Mohamed Lamine BANE, du HCME, entretien du 12 mai 2025, à Bamako.

Waly CAMARA, du HCME, entretien du 25 février 2025, à Maréna Diombougou

Maman DOUCOURE, ancienne Présidente des femmes de Tambacara, juillet 2022

Entretien avec Abdoulaye MAGASSI, Ingénieur à la retraite, le 15 août 2024 à Bamako.

Ladji NIANANE, Migrant de retour, le 4 mars 2025 à Somankidi Coura (Kayes).

Mady NIAGATE, Migrant de retour, entretien 3 mars 2025 à Somankidi Coura

Siré SOUMARE, Immigrant de retour/Ancien Président de la Chambre d'agriculture de Kayes, le 2 mars 2025 à Somankidi Coura (Kayes).

Mamoutou K TOUNKARA, Enseignant-chercheur, entretien du 14 juin 2024 à Bamako.

Ibrahima TRAORE, Coordinateur de l'ORDIK entretien du 1^{er} mars 2025, à Kabaté.

Références bibliographiques

DAUM Christophe (1998), *Les associations de Maliens en France*, Paris, Karthala, 253p.

KANOUE Adama & KANOUE Mansita, (2014), *La réinsertion socio-économique des migrants maliens de retour dans leur pays d'origine : cas de la commune rurale de Djélébou dans le cercle de Kayes*, Mémoire de fin de cycle, Bamako, Ecole Normale Supérieure, 50p.

MANCHUELLE François, (2004), *Les diasporas des travailleurs soninké (1848-1960) : migrants volontaires*, Paris, Karthala, 352p.

SOUKOUNA Sadio, COULIBALY Hawa, (2014), « Coopération décentralisée et stratégies de légitimation des collectivités territoriales et associations de migrants pour le développement
Moussa

local au Mali », in M. Bertrand (Dir.), *Le Mali contemporain* Marseille : IRD Éditions, pp. 117-140.

SOUGANE Arouna, (2015), *L'émigration au Mali : impacts sur les ménages d'origine et insertion des migrants de retour*, Thèse d'Economie et Finances, Paris Dauphine-Paris IX, 194p.

SOUMARE Siré, (2001), *Après l'émigration le retour à la terre. L'exemple de Somankidi Koura*, Bamako, Jamana, 163p.

TIMERA Mahamet, (1996), *Les Soninké en France : une histoire à l'autre*, Paris, Karthala, 248p.

TOUNKARA Mamoutou, (2015), « Le plaisir du voyage est le retour », in *Etudes africaines*, sous la direction de Tiefing SISSOKO, Paris, l'Harmattan, pp.45-83.

TRAORE Aminata Dramane, (2008), *L'Afrique humiliée*, Paris, Fayard, 295p.